



Jamais sous la 5ème République un gouvernement n'aura été à la fois aussi totalitaire et aussi lamentable.

Tandis que des lycéens subissent des gardes-à-vues de plus de 24 heures, que d'autres sont enfermés à double tour dans des salles de classe, et que des CRS en armure sont déployés devant et à l'intérieur des lycées pour les empêcher de participer au blocage des E3C qu'ils contestent.

Tandis que les contestataires à la réforme sont poursuivis judiciairement, pour avoir organisé des actions, piquets de grève et manifestations afin de faire entendre leur voix.

Tandis que les convocations pleuvent, que les accusations de radicalisation s'amplifient dans les médias, que la peur et la propagande fait son office pour faire rentrer les gens chez eux sans broncher.

Pendant ce temps, Edouard Philippe s'arroge le droit de cumuler les mandats de 1er ministre et de Maire de la ville du Havre.

Il est vrai qu'il a démontré de telles compétences et une telle efficacité depuis le début du mouvement des gilets jaunes, tout comme dans la préparation de cette réforme des retraites, qui aura duré 2 ans pour un résultat aussi catastrophique, qu'il peut bien se permettre de gérer en même temps une ville de 170 000 habitants, où il avait d'ailleurs déjà brillé par son manque de transparence et de démocratie au sein du Conseil municipal.

Pendant ce temps, Macron prend la pose avec un T-shirt dénonçant les violences gouvernementales et policières, sans même comprendre ce qu'il tient dans les mains, et tente de se justifier ensuite en s'improvisant le défenseur de la liberté d'expression, et en se permettant par la même occasion de renvoyer la patate chaude aux membres des forces de l'ordre, tout en leur rappelant qu'ils devaient avoir un comportement exemplaire en toute occasion...

Pendant ce temps, Castaner, après s'être fait retoquer par le Conseil d'Etat pour sa tentative de tripatouillage électoral visant à gommer la représentativité de 52% des français pour les municipales à venir, change de table de jeu et minimise honteusement la radicalisation existante au sein de la police nationale (106 policiers et pas un de plus selon lui...).

Une tentative désespérée pour sauver sa mise face aux forces de l'ordre indignées après la bourde du grand patron, forces de l'ordre qui n'ont pas manqué de lui rappeler qu'ils étaient le dernier rempart entre ce gouvernement et la colère du peuple.

Un joueur de poker qui joue ses dernières cartes... Pas le choix quand ils sont tous obligés de se déplacer où qu'ils aillent avec une escorte de 300 gendarmes ou CRS.

Pendant ce temps, la porte-parole du gouvernement, au prénom prédestiné, véritable chancre de la pensée des lumières qu'elle cherche encore, s'essaye à une expérience nouvelle : échanger avec le bon peuple, par l'intermédiaire de Twitter. Résultat sans appel : entre les questions véritablement embarrassantes pour le gouvernement et le trolling de haut niveau des internautes qui s'en sont donné à cœur joie, on ne peut que lui souhaiter bonne chance pour le tirage au sort des questions...

Mais vu qu'elle avoue sans sourciller : *"J'assume parfaitement de mentir pour protéger le président"*, on ne peut qu'être confiant concernant son intégrité et sa probité ! On peut s'attendre à une série de questions choisies, voire inventées, dignes du Grand Débat.

Tiens mais parlons-en... Où sont donc passés les cahiers de doléances du Grand Débat, qui devaient être consultables en ligne par tous ? Disparues, évaporées... Dans le coffre-fort de Benalla peut-être ?

Si on voulait en faire un film, et qu'on présentait ce scénario à un producteur, il nous dirait que c'est trop énorme et que ça ne marchera jamais...

Malheureusement ce n'est pas un film, mais la triste réalité. On ne peut pas dire que ça marche, mais en tout cas eux continuent de marcher, envers et contre tous...

Après un enfumage de plusieurs mois pour nous expliquer qu'on était trop bêtes pour comprendre cette réforme des retraites, ces « grands garants de la démocratie et de la liberté d'expression » tentent encore le passage en force du texte.

Malgré 61% des Français qui s'y opposent fermement, malgré l'avis sans ambiguïté du Conseil d'Etat tant sur le fond, la forme, que sur le délai et les conditions de consultation... Rien n'y fait, ils s'entêtent et gardent le cap comme à leur habitude, sans se préoccuper du navire qui prend l'eau, des écueils en approche ou de la tempête populaire qui ne cesse de s'amplifier.

Avec un texte nébuleux agrémenté de 29 ordonnances et une étude d'impact de 1000 pages totalement tronquées, ils accélèrent encore la cadence afin d'empêcher les députés de l'Assemblée Nationale de décortiquer convenablement cette loi et ce pavé de 1000 pages complètement truqué... 6 jours pour comprendre une usine à gaz qui a demandé 18 mois de préparation minutieuse pour berner les gens...

Résultat, un iceberg de 22 000 amendements. Cette fois il semblerait que la barre est restée dans les mains du capitaine...

Mais ils accélèrent encore... Toujours dans un souci de débat démocratique équitable, la majorité LREM impose une réduction du temps de parole des députés de l'opposition. Méthode digne de la Stasi, tout comme lorsque Castaner crée Demeter, une nouvelle cellule de gendarmerie visant à réprimer ceux qui dénoncent l'agribashing. Moins on en parle, mieux c'est.

« Allez en dictature et vous verrez » qu'il disait.

Les citoyens Français commencent à s'en faire une idée de plus en plus précise... Sans même avoir à traverser la rue !

Quelle que soit l'issue de ce combat pour la conservation du système de retraite existant, il sera nécessaire par la suite de continuer à déstabiliser et à combattre ce gouvernement et ce président des 1%, parce que malheureusement ils ne comptent pas s'arrêter là.

Après une posture défensive épuisante pour tous, afin de stopper cette réforme des retraites injuste, il serait grand temps de passer à l'offensive, et d'attaquer au lieu d'attendre fébrilement le prochain assaut.

C'est pourquoi les Gilets Jaunes appellent aujourd'hui tout ceux opposés à la politique de Macron, partis politiques, maires, candidats aux municipales, députés, grévistes, syndiqués, simples manifestants, étudiants, profs, pompiers, infirmières, docteurs, avocats, chômeurs, écolos, artistes et autres oubliés de leur village dans les nuages, à faire pression sur le gouvernement et le président afin qu'il déclare la dissolution de l'assemblée nationale.

Il y a 3 ans Emmanuel Macron a abreuvé les français de belles promesses, notamment celle du maintien de la retraite par répartition et de l'âge de départ, mais pas seulement... Parmi elles se trouvaient également :

- Bien vivre de son travail et inventer de nouvelles protections.
- Les mêmes règles pour tous.
- Un État qui protège.
- Les mêmes chances pour tous nos enfants.
- Faire plus pour ceux qui ont moins.
- Rendre la vie des Français plus facile.
- Une démocratie renouvelée.

Un tissu de mensonges, calculé pour tromper, qu'il va devoir assumer dès à présent, et pas dans 2 ans, une fois qu'il aura vendu la France à la découpe et qu'il aura entièrement détruit notre système social.

Puisque l'heure est à la réhabilitation du droit au blasphème, nous renions avec force leur religion néolibérale délétère et moribonde, imposée à 99% de la population au profit des 1% les plus riches.

Non, les gilets jaunes ne lâcherons rien, et ils continueront à être présent pour soutenir les grévistes qui défendent leurs métiers et leurs droits, et soutiendront aussi tous les militants qui combattent le même ennemi que nous, qu'ils soient syndicalistes, écolos, révolutionnaires ou simples citoyens !